



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) Commun à l'ensemble des lots

Type de procédure : Appel d'Offres Ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Numéro de référence : AOO-26006

**FOURNITURE D'AZOTE VRAC MEDICAL LIQUEFIE POUR LE
CHU DE NANTES
SITE DE L'HÔPITAL LOIRE SANTÉ**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
(Établissement support du GHT44)
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette 44093 NANTES CEDEX

SOMMAIRE

Article 1 -	OBJET ET ALLOTISSEMENT	4
Article 2 -	DUREE ET FORME DU MARCHE	4
2.1.	DUREE DU MARCHE	4
2.2.	FORME DU CONTRAT	4
Article 3 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 4 -	PRESTATIONS SIMILAIRES	5
Article 5 -	MODALITES D'EXECUTION	6
5.1.	DEMARRAGE DU MARCHE ET REUNION DE DEPLOIEMENT	6
5.2.	PASSATION DES COMMANDES.....	6
5.3.	CONDITIONS DE LIVRAISON DES FOURNITURES (GAZ ET MATERIELS) ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS ..	6
5.4.	PROLONGATION UNILATERALE DU MARCHE EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE	7
5.5.	RETRAIT ET DEMONTAGE DES INSTALLATIONS AU TERME DU MARCHE	8
Article 6 -	REGLEMENTATION APPLICABLE	8
Article 7 -	PRIX ET MODALITES D'AJUSTEMENT	8
7.1.	PRIX	8
7.2.	REMISE SUR CATALOGUE ET OFFRES PROMOTIONNELLES	8
7.3.	REMISES ET ESCOMPTE APPLICABLES	9
Article 8 -	ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES A L'INITIATIVE DU TITULAIRE	9
Article 9 -	GARANTIES FINANCIERES	9
Article 10 -	ASSURANCES	10
Article 11 -	AVANCES	10
Article 12 -	OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	10
Article 13 -	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	10
13.1.	DELAI DE PAIEMENT	10
13.2.	PRESENTATION DES FACTURES	11
13.3.	TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT	12
Article 14 -	RESILIATION DU MARCHE PUBLIC	12
14.1.	RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE.....	12
Article 15 -	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
Article 16 -	PENALITES	12
16.1.	LIVRAISON DES GAZ EN RESERVOIRS RACCORDES A DES RESEAUX DE DISTRIBUTION	13
16.2.	LIVRAISON ET RETRAIT DES INSTALLATIONS SOURCES.....	13
16.3.	MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE	13
16.4.	MAINTENANCE CORRECTIVE OU ASSISTANCE TELEPHONIQUE OU TELEMANTENANCE.....	13
16.5.	DOCUMENTS REQUIS.....	13
16.6.	REUNIONS.....	13
16.7.	DEVIS	13
Article 17 -	LITIGES	14
Article 18 -	REPORTING	14
Article 19 -	ENGAGEMENT DU TITULAIRE	14
Article 20 -	CLAUSE DE REEXAMEN.....	14
Article 21 -	LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS	15

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;

- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures).



Article 1 - OBJET ET ALLOTISSEMENT

Le présent marché porte sur la fourniture d'azote vrac médical liquéfié pour le CHU de Nantes, site de l'Hôpital Loire Santé.

L'accord cadre n'est pas alloti.

Le détail des fournitures à livrer et prestations associées est précisé dans les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P) et ses annexes.

Article 2 - DUREE ET FORME DU MARCHE

2.1. DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu à compter de la date de notification jusqu'au 30/04/2033.

N.B : Le site de l'Hôpital Loire Santé est en cours de construction. Il regroupera, sur un site unique, les activités de court séjour (médecine, chirurgie, obstétrique) nécessitant l'accès à un plateau technique de haut niveau, aujourd'hui dispersées entre deux sites (l'Hôtel-Dieu et l'Hôpital Nord-Laennec), et un Institut de Recherche en Santé (IRS 2020). Le déménagement vers ce nouveau site est actuellement prévu au 2ème semestre 2027. Aussi, le démarrage effectif du marché dépendra du calendrier de déploiement conformément à l'article 2.1 du CCTP. Ce calendrier est indicatif et pourra être amené à évoluer.

PRECISIONS SUR L'OBLIGATION DE CONTINUITE DE SERVICE

Le titulaire du marché a une obligation de continuité de service.

Ainsi, en cas de changement de titulaire lors du renouvellement du marché, le titulaire sortant et le titulaire entrant doivent s'accorder afin de garantir le maintien de la prestation sans interruption.

Une phase transitoire est prévue afin de permettre le transfert de prestation. Les conditions de ces phases transitoires (phase transitoire d'entrée et phase transitoire de sortie) sont décrites dans les articles ci-après dans le CCAP

A compter de la date de début du présent marché, le titulaire entrant dispose de mise en service des installations dites vrac dans les conditions prévues à l'article « Démarrage du marché et réunion de déploiement » du présent CCAP.

A compter de la date de fin du marché, le titulaire sortant s'engage à poursuivre la prestation pendant la phase transitoire de mise en place par le titulaire entrant dans les conditions prévues à l'article « Prolongation unilatérale du marché en cas de changement de titulaire » du CCAP ci-dessous.

Passé ce délai ou le délai fixé dans le calendrier contractuel d'exécution, le bénéficiaire du marché public aura la possibilité d'appliquer des pénalités au titulaire entrant du marché public et de facturer aux frais et risques du titulaire entrant défaillant l'approvisionnement auprès du titulaire sortant.

2.2. FORME DU CONTRAT

Le marché prend la forme d'un accord-cadre qui s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le marché est conclu avec un seul opérateur économique (accord cadre mono-attributaire) sans minimum mais avec un maximum en montant en application de l'article R2162-4 du Code de la Commande publique

Le montant maximum sur la durée globale du marché est de 1 800 000 € H.T.

Les consommations estimatives s'élèvent à 220 m3 d'azote à l'état gazeux (soit 322 000 litres à l'état liquide) par an.

Ce recensement est indicatif, les consommations de fluides médicaux sont notamment susceptibles d'évoluer pendant la durée de l'accord-cadre.

Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Chaque marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTR11), et ses annexes :
Annexe 1 : Bordereau de Prix Unitaire (BPU) avec la formule de révision,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) AOO-26006 et ses annexes :
Annexe 1 : Conditions de livraison – Facturation
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
Annexe 1 : Dossier Technique IDN
- La fiche de renseignements fournisseur
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021)
- L'offre technique du titulaire incluant les fiches techniques.

Toute clause portée par le(s) titulaire(s) sur les documents annexés à l'acte d'engagement notamment les conditions générales de vente qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché comprend uniquement un exemplaire de l'acte d'engagement et de ses annexes.

Article 4 - PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 5 - MODALITES D'EXECUTION

5.1. DEMARRAGE DU MARCHÉ ET REUNION DE DEPLOIEMENT

Une **réunion obligatoire de déploiement sera** organisée entre le bénéficiaire et le titulaire.

Cette réunion permettra de définir le calendrier d'installation et de déploiement de la solution.

Lors de cette réunion seront également précisées les modalités pratiques d'exécution des prestations. Seront notamment définies les contenus des reportings attendus.

A l'issue de cette réunion, un Procès-Verbal sera rédigé et signé par les parties. Ce Procès-Verbal deviendra contractuel.

5.2. PASSATION DES COMMANDES

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront demandées.

Le titulaire devra informer l'établissement en cas de difficulté de fourniture.

La gestion des approvisionnements d'azote liquide est assurée de façon automatique, par le titulaire au travers de la télésurveillance. Le titulaire planifie et réalise l'approvisionnement dans les meilleurs délais.

L'approvisionnement doit être réalisé tel que les « seuils d'alarme niveau bas » de la source ne soient jamais atteints.

5.3. CONDITIONS DE LIVRAISON DES FOURNITURES (GAZ ET MATERIELS) ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les livraisons et prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresses de livraison - exécution :

Cf annexe 1 du CCAP « Conditions de Livraison - Facturation » et CCTP.

➤ Livraison

Le fournisseur doit prévoir le personnel et le matériel indispensable en vue d'assurer la livraison dans des conditions satisfaisantes. Il est responsable des accidents matériels et corporels susceptibles de survenir à l'occasion de la livraison.

Les voies et les moyens d'accès au lieu de stockage seront déterminés conjointement par l'établissement et le titulaire du marché. Pour les gaz en vrac (Evaporateur), toute livraison devra être signalée à l'établissement pour validation.

Les livraisons s'effectuent sans gêner l'accès à l'établissement, par un personnel habilité à ce type de transport.

Le titulaire doit s'assurer qu'il dispose de véhicules adaptés aux contraintes éventuelles d'accès au local de stockage de l'azote liquide.

Le mode de distribution et de comptage sera effectué conformément aux usages de la profession. Les documents adressés aux établissements devront permettre une gestion facile et rigoureuse du parc des installations et des conditionnements mis à disposition. Ainsi, les factures devront permettre une identification aisée du fluide, ainsi que des différents types de contrat pour les prestations associées.

Les méthodes de livraisons pratiquées par le titulaire devront être compatibles avec les modes de fonctionnement de l'établissement, quelle que soit la solution retenue.

➤ Réception des installations

A la date de démarrage du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en place progressivement ses installations jusqu'à l'essai d'injection d'azote en phase liquide dans la ligne sous vide pour juger de la conformité de l'ensemble de la chaîne de distribution. Le titulaire ne sera être tenu responsable en cas de défaillance de ladite ligne sous vide.

Le CHU de Nantes envisage une installation de la source **après le 1^{er} janvier 2027 (soit après réception des bâtiments en tant que nouveau propriétaire)**, sauf à ce que les parties conviennent d'une date différente (voir paragraphe 2.1 du CCTP).

Le titulaire du présent marché est tenu de mettre à disposition les moyens humains nécessaires à la formation du personnel technique et médical à l'utilisation des équipements et périodiquement sur simple demande de l'établissement.

Toutes les charges liées à l'enlèvement des installations louées dans le cadre du présent accord-cadre sont à la charge du titulaire, à l'échéance de l'accord-cadre ou en cas de résiliation.

➤ Comptabilisation des quantités

Les quantités de produits vrac livrées seront précisément comptabilisées au moyen de dispositifs appropriés, à la charge du titulaire. Les quantités livrées seront comptabilisées, par livraison, et par installation de stockage.

Les bordereaux de livraison mentionneront au moins :

- La dénomination exacte de la fourniture livrée,
- La raison sociale du transporteur si le transport est confié à un prestataire spécialisé,
- les quantités exactement livrées par réservoir,
- les dates et heures de livraison,
- L'adresse exacte du site de livraison,
- si l'établissement en fait la demande par écrit, il pourra être demandé au fournisseur de faire signer le bon de livraison par un représentant de l'établissement hospitalier.

5.4. PROLONGATION UNILATERALE DU MARCHÉ EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE

A l'expiration du présent marché et en cas de changement de prestataire pour le contrat suivant, le Pouvoir Adjudicateur, en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique pourra décider de la prolongation unilatérale du marché initial afin de permettre la mise en place progressive des prestations par le nouveau prestataire durant la phase transitoire. Cette prolongation ne pourra excéder, à compter du terme du marché initial, les différentes durée précisées ci-dessous :

- 4 mois pour les installations sources sur dalle

Une réunion de cadrage tripartite sera organisée entre le bénéficiaire, le nouveau et l'ancien prestataire afin de préciser les modalités techniques de déroulement de la phase transitoire. Le titulaire en place et le nouveau titulaire s'engage à y assister.

Les délais effectifs de prolongation unilatérale du marché public seront notifiés à travers un calendrier de basculement par le Pouvoir Adjudicateur à l'issue des différentes réunions tripartites et deviendront alors contractuels. Ses délais seront en adéquation avec l'engagement du titulaire sur le délai de démarrage.

Pendant cette phase transitoire, le titulaire en place s'engage à poursuivre l'approvisionnement et/ou prestation et à maintenir les derniers prix révisés du contrat initial. Aussi, les prestations seront facturées à l'identique et toutes factures contenant des prix non prévus au contrat initial seront rejetées. Le titulaire en place s'engage à retirer ses matériels dans le cadre du calendrier de basculement issue de la réunion tripartite associée. Les pénalités à l'article « Pénalités » pourront s'appliquer en cas de manquement avéré par le titulaire sortant.

Au-delà de cette phase transitoire, il pourra être demandé au titulaire en place de prolonger sa prestation et/ou fourniture, aux frais et risques du nouveau titulaire défaillant.

5.5. RETRAIT ET DEMONTAGE DES INSTALLATIONS AU TERME DU MARCHÉ

Le retrait et démontage des installations au terme du marché sont à la charge du titulaire que le retrait ou démontage intervienne au terme initial du marché, à la suite d'une décision de non reconduction, de résiliation ou au terme de la période de prolongation prévue à l'article 4.4 du CCP.

Aussi aucun frais lié au retrait/démontage d'une installation ne pourra être facturé aux Etablissements bénéficiaires.

Article 6 - REGLEMENTATION APPLICABLE

Le titulaire de l'accord-cadre est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables aux fluides médicaux et techniques.

Article 7 - PRIX ET MODALITES D'AJUSTEMENT

7.1. PRIX

Les prix de référence seront les prix unitaires et/ou forfaitaires nets hors taxes fixés le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Aucun frais non précisés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ne pourra s'appliquer en cours d'exécution du marché.

Les prix nets Hors Taxes seront fermes jusqu'au 30 Avril 2027. Ils seront ensuite révisables semestriellement pour l'ensemble des établissements bénéficiaires, à la date anniversaire du marché (1er mai), selon application de la formule de révision contractuelle fixée dans l'**annexe « Bordereau de Prix Unitaire (BPU) »**.

Le nouveau tarif et la demande d'ajustement devront être communiqués dans leur **version numérique sous le même format que l'annexe financière initiale** au Centre Hospitalier Universitaire de NANTES (Pouvoir adjudicateur) **15 jours au moins avant la date de révision**, par courrier électronique à l'adresse : pharmaciecentrale@chu-nantes.fr

Le nouveau tarif sera proposé sous la forme initiale (ou en cours si modifié par avenant) de l'Annexe à l'Acte d'engagement modifiée de chaque lot considéré en conséquence. »

Les taux de remise sont fermes pour la durée du marché.

Les prix de règlement seront les prix unitaires nets TTC, au taux de TVA en vigueur à la date d'exécution des prestations. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport, à la manutention, à l'installation et à la mise en service.

7.2. REMISE SUR CATALOGUE ET OFFRES PROMOTIONNELLES

A titre exceptionnel, le CHU de Nantes pourra commander un produit figurant dans le catalogue bien que non prévu dans le BPU, à condition que le produit commandé présente un lien de connexité certain avec les produits du lot. En pareille hypothèse, le Titulaire s'engage à appliquer les remises catalogue qu'il aura renseignées dans son Offre. Le pourcentage de remise, sur lequel le Titulaire s'engage dans son Offre, peut être revu uniquement à la hausse à chaque date anniversaire du présent marché.

Les prix peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, par écrit au Pouvoir adjudicateur, le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des références concernées.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion et les prix promotionnels se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

7.3. REMISES ET ESCOMPTE APPLICABLES

Le Titulaire s'engage à appliquer les remises et escomptes proposées dans son offre.

Pour l'escompte, le CHU de Nantes est libre d'opter ou non pour ce type de paiement.

Pour le chiffre d'affaires annuel, il sera pris en compte pour le calcul le montant global facturé par établissement en exécution du contrat pendant l'année contractuelle écoulée. Les escomptes versés par le fournisseur ne seront pas soustraits au calcul de ce chiffre d'affaires.

Article 8 - ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

En cas d'évolution technologique relative aux références (produits, matériels ou gamme) objets du présent marché, intervenant en cours d'exécution de ce dernier, le Titulaire s'engage à proposer gratuitement ces évolutions aux praticiens pour des essais préalables.

En cas d'essais positifs, les évolutions pourront être intégrées sans surcoût dans le marché par voie d'avenant, si et seulement si les conditions tarifaires sont identiques ou inférieures aux prix du marché en cours.

En cas d'essais non concluants ou de conditions tarifaires à la hausse, le Titulaire devra poursuivre l'exécution du marché aux conditions initiales.

Dans l'hypothèse où le Titulaire cesserait de produire ou commercialiser des références objets du marché, au profit de leur évolution technologique et à des conditions tarifaires supérieures aux prix dudit marché, les conditions de l'article « Arrêt de commercialisation d'un produit » s'appliquent.

Article 9 - GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 10 - ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

En outre, le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de l'acheteur, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Article 11 - AVANCES

Il est fait application de l'option B prévue à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Dans le respect des dispositions des articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance au taux de 5 % est accordée au Titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Article 12 - OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées par la commission des fluides médicaux conformément aux dispositions des articles 27 à 33 du CCAG/FCS sous réserve qu'elles n'entrent pas en contradiction avec les dispositions spécifiques décrites ci-dessous

En cas d'installation d'une nouvelle source, le titulaire du marché devra informer le bénéficiaire de la date de mise en service de la nouvelle source et de la date à laquelle les opérations de vérifications pourront débuter.

A l'issue des opérations de vérification, un procès-verbal admission sera signé entre les parties. La date d'admission des prestations déclenchera le début de la location de la nouvelle source.

Par dérogation à l'article 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le silence gardé par le bénéficiaire ne vaut pas admission tacite.

Article 13 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

13.1. DELAI DE PAIEMENT

Il est procédé au paiement dans le respect des délais réglementaires. Le délai de paiement est de 50 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement (date de dépôt des factures sur la Plateforme Chorus Pro, le cas échéant) ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement s. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

Le comptable chargé du paiement est le trésorier principal de chaque établissement précisé dans l'annexe « **Conditions de facturation – livraison** » du CCAP.

13.2. PRESENTATION DES FACTURES

Toutes les factures présentées concerneront des prestations réalisées et/ou des fournitures livrées. Elles couvriront au moins une période d'un mois. Elles récapituleront les prestations réalisées et/ou fournitures livrées dans le mois ou sur la période considérée si elle recouvre plusieurs mois.

Il est demandé au titulaire que les facturations soient réalisées par numéro de marché (soit 1 facture = 1 numéro de marché). Les facturations multi-marchés ne sont pas autorisées.

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation du titulaire (*nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET*)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : *numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries*
- Le numéro du marché et au numéro de lot concerné (même dénomination)
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La période faisant l'objet de la facturation
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés (notamment les références fournisseurs figurant à l'annexe Bordereau de Prix Unitaire BPU);
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le taux et le montant de la majoration, s'il y a lieu (contrôles hors jours et heures ouvrables)
- Le taux et le montant de la remise s'il y a lieu
- La formule de révision des prix avec les index correspondant lors des révisions annuelles.
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- **Un tableau de correspondance au format "tabulé" natif au format MS office, trié par date croissante de livraison indiquant :**
 - **La référence du bon de livraison, la date de la livraison, la quantité du produit livré, la désignation du produit selon les mêmes unités et les mêmes désignations que celles indiquées dans le marché,**
 - **le tableau présentera pour chaque produit un récapitulatif indiquant la quantité totale de produit livré (à l'image de la facture) pour la période de facturation considérée,**

- les cellules de calcul de totaux partiels ou généraux devront comporter les formules de calcul (somme, multiplication).

13.3. TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Conformément à l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, le Titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement :

- **Cf. Annexe 1 « Conditions de livraison – facturation » du CCAP.**

Transmission de la facture papier :

Les factures sont adressées impérativement à l'adresse suivante :

- **Cf. Annexe 1 « Conditions de livraison - facturation » du CCAP.**

Article 14 - RESILIATION DU MARCHE PUBLIC

14.1. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Il est fait application des dispositions du C.C.A.G.-F.C.S., notamment de ses articles 41 et 45.

Toutefois par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des clauses contractuelles relatives à la livraison, à la qualité des fournitures ou à l'arrêt de commercialisation, le CHU de Nantes, pourra résilier le marché public par lettre recommandée avec accusé de réception, sans indemnité et sans mise en demeure préalable, ainsi que sans invitation préalable du titulaire à présenter des observations.

Il en sera de même dans le cas où le produit retenu dans l'offre du Titulaire ne donnerait pas toutes les satisfactions cliniques souhaitées ou en cas de défaut ou d'incident constaté lors de l'utilisation du dispositif et pouvant entraîner un danger pour le patient et/ou l'utilisateur (matériorigilance notamment).

La résiliation sera prononcée, le cas échéant, avec exécution aux frais et risques du titulaire.

Article 15 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Il est fait application des dispositions de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

Ainsi, en cas de refus, de retard de livraison ou de non remplacement dans les délais du marché d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet, le CHU de Nantes se fournira là où il le jugera utile. En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire et imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit.

Article 16 - PENALITES

Toutes les pénalités décrites ci-dessous sont applicables sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulables.

Les pénalités pourront être payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire au bénéficiaire postérieurement au constat du manquement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

16.1. LIVRAISON DES GAZ EN RESERVOIRS RACCORDES A DES RESEAUX DE DISTRIBUTION

Lorsque le franchissement d'un seuil niveau bas d'une source en service sera constaté, par le fait du titulaire, celui-ci encourra une pénalité horaire (par heure de retard), de 100 € HT.

16.2. LIVRAISON ET RETRAIT DES INSTALLATIONS SOURCES

Lorsque le délai de mise en service d'une installation source sera dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, une pénalité journalière (par jour calendaire et par équipement) de 100 € HT.

Le délai de mise en service démarre à la notification du marché ou de la commande correspondante jusqu'à la réception opérationnelle des installations et/ou matériels.

En cas de changement de titulaire à la mise en place ou à la sortie du présent marché public, le titulaire, encoure une pénalité de 1 000€ HT par installation source en cas de non présentation aux réunions de basculement-retrait des équipements (phase transitoire).

En cas de non-respect du planning de retrait définis lors des réunions préalables ou notification des dates de retrait, le titulaire en place et le nouveau titulaire encourent une pénalité journalière (par jour calendaire de retard) de 100€ HT, en fonction des responsabilités de chacun dans le non-respect.

16.3. MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE

Lorsque la date d'exécution d'une intervention de maintenance préventive systématique d'une installation ou d'un équipement, sera dépassée de plus de quinze jours calendaires, par rapport au calendrier préalablement établi contractuellement, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € HT.

16.4. MAINTENANCE CORRECTIVE OU ASSISTANCE TELEPHONIQUE OU TELEMANTENANCE

Lorsque le délai contractuel d'intervention fixé dans les CCTP est dépassé du fait du titulaire celui-ci encourt une pénalité horaire (par heure de retard), de 50 € HT.

16.5. DOCUMENTS REQUIS

En cas de retard dans la remise de documents requis (dont le plan de prévention et protocole de sécurité – CF Article 19 : ENGAGEMENT DU TITULAIRE), le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité journalière (par jour ouvrable de retard) de 50 € HT.

16.6. REUNIONS

En cas d'absence à une réunion, celui-ci se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1000 € HT par absence.

16.7. DEVIS

Lorsque le délai d'envoi des devis suite à une demande d'un bénéficiaire dépassera les 15 jours calendaires, par le fait du titulaire, celui-ci pourra se voir appliquer une pénalité journalière (par jour ouvrable de retard) de 50 € HT.

Article 17 - LITIGES

Il sera fait application des dispositions du chapitre 8 « Différends et litiges » du C.C.A.G. en cas de litige survenu entre le fournisseur et l'établissement.

Article 18 - REPORTING

Le titulaire du marché assurera un reporting à minima annuel auprès du CHU de Nantes. A minima, le reporting fera état des évolutions de consommations, et sera sous format Excel. Les modalités seront précisées lors de la réunion de démarrage des prestations, si elles ne sont pas définies dans les CCTP propres à chaque lot.

Article 19 - ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à conserver une stricte confidentialité sur les informations et données relatives à l'activité du Client auxquelles le titulaire pourrait avoir accès lors de l'exercice de prestations. A cet effet, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble de ses collaborateurs, intervenant chez le Client, soit soumis personnellement à une obligation de confidentialité de même étendue que celle visant le titulaire.

Le titulaire s'engage à ce que ses collaborateurs respectent les consignes et règles de sécurité, hygiène et tenue vestimentaire propres au lieu d'intervention, sous condition que ces consignes et règles aient été données à l'employé par le titulaire préalablement à son intervention.

Le titulaire s'engage à mettre à dispositions des techniciens sensibilisés et formés à une intervention en milieu hospitalier, et plus particulièrement en milieu de production pharmaceutique (tenue, hygiène, respect des consignes et procédures de l'unité de production ...)

L'établissement a défini selon les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifiant le Code du travail, une politique de sécurité des personnes lors des interventions des prestataires. En application du Code du travail et dans les conditions énoncées aux articles R4512-6 à R4512-12, un plan de prévention écrit sera rédigé.

Le titulaire devra établir avec le représentant de l'établissement, un plan de prévention et/ou protocole de sécurité au plus tard deux mois avant toute intervention sur site.

Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au représentant du maître d'ouvrage en charge du suivi du marché.

Article 20 - CLAUSE DE REEXAMEN

1) En application des **articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial. Un avenant sera alors signé entre le titulaire initial, le nouveau titulaire et le CHU de Nantes. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de **l'article R.2194-1 du code de la commande publique**, les besoins d'un ou de plusieurs établissements du GHT44 pourront être ajoutés au marché en cours d'exécution sous réserve du respect des montants maximums contractuels.

Les parties conviendront le cas échéant des modifications devant être apportées aux conditions techniques et/ou financières à apporter au marché. Après accord des parties, l'intégration des besoins de l'établissement sera actée par avenant.

3) En application de l'**article R.2194-1 du Code de la commande publique**, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le marché public, et notamment le présent CCAP, dans les cas suivants :

- en cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- en cas d'évènement de force majeure, reconnu comme tel par le CHU de Nantes, ayant des conséquences importantes et directes sur l'équilibre général du marché.

4) En application de l'**article R.2194-1 du Code de la commande publique**, si par quelque moyen que ce soit, le Pouvoir adjudicateur apprend que plus de 80% du montant maximal de l'accord-cadre a été atteint, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre concerné dans la limite de 20%.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié de l'accord-cadre n'est applicable qu'après notification par le Pouvoir adjudicateur de l'avenant signé au titulaire.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être faite à l'initiative du Pouvoir adjudicateur ou sur demande, en lettre recommandée avec accusé de réception, du Titulaire.

Article 21 - LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article « Documents contractuels »	Article 4 (Documents contractuels)
Article « OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS »	Articles 28 et 30 (Constatation de l'exécution des prestations)
Articles « Résiliation du marché public »	Articles 42 (Résiliation)
Article « Pénalités »	Article 14.1.3 (Pénalités)
